



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU  
CONSEIL D'AGGLOMÉRATION

SÉANCE DU JEUDI 25 JUIN 2015

Direction Générale des Services  
Gestion des Assemblées  
Affaires Juridiques et  
Commande Publique

L'an deux mille quinze le vingt cinq juin à dix huit heures, le Conseil d'agglomération, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Président.

Nombre de Membres		
Affiliés au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	61

**Objet de la  
délibération:  
Désignation du  
remplaçant de  
Monsieur le  
Président au sein  
de la CDAC**

**PRÉSENTS :**

Olivier AUDIBERT-TROIN, Claude PIANETTI, Jacques LECOINTE, Claude ALEMAGNA, Bernard CHILINI, Valérie MARCY, Gérald PIERRUGUES, Gilbert GALLIANO, Hugues MARTIN, Daniel MARIA, Fabien MATRAS, Nicole FANELLI, Richard STRAMBIO, Georges ROUVIER, Serge BALDECCHI, Yves BACQUET, Christophe CARRIERE, Sophie DUFOUR, Anne-Marie AMOROSO, Jutta AUGUIN, Alain BOUCHER, Gilbert BOUZEREAU, Alain CAYMARIS, Stéphan CERET, Christine CHALOT-FOURNET, Caroline COLLOMBAT, Anne-Marie COLOMBANI, Francine FIORINI, Sylvie FRANCIN, Nathalie GONZALES, Malika GUELLATI, Marie-Christine GUIOL, Mathilde KOUJI-DECOURT, Yves LE POULAIN, André MENET, Jacques MICHEL, Jean-Pierre MOMBAZET, Christine NICCOLETTI, Michèle PELASSY, Thierry PESCE, Christine PREMOSELLI, Francine REGAZZETTI, Laure REIG, Régis ROUX, Thierry RUDNIK, Jean-Daniel SANTONI, Sylvain SENES, Valéria VECCHIO, Alain VIGIER

**REPRÉSENTÉ(S) :**

Alain PARLANTI pouvoir à Nathalie GONZALES, Liliane BOYER pouvoir à Valérie MARCY, Raymond GRAS pouvoir à Bernard CHILINI, Franck AMBROSINO pouvoir à Thierry RUDNIK, Brigitte DUBOUIS pouvoir à Stéphan CERET, Alain HAINAUT pouvoir à Christine NICCOLETTI, Françoise LEGRAIEN pouvoir à Sylvain SENES, Florence LEROUX pouvoir à Christine PREMOSELLI, Grégory LOEW pouvoir à Sophie DUFOUR, Fabrice MAGAUD pouvoir à Christine CHALOT-FOURNET, Sandrine MARY-BOUZEREAU pouvoir à Gilbert BOUZEREAU, David SONNEVILLE pouvoir à Alain VIGIER

**ABSENT(S)/EXCUSE(S)**

Frédéric MARCEL, Bernard CHARDES

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Madame Mathilde KOUJI-DECOURT

**RAPPORTEUR** : Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN

Transmis le : 07.07.2015

Au Représentant de l'État,  
conformément aux dispositions  
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération  
Dracénoise  
Affiché le ..... - 8 JUL. 2015 .....

La Commission Départementale d'Aménagement Commercial, est composée, notamment, d'élus au titre de différents mandats.

En vertu de l'article L751-2 1° dernier alinéa du code du commerce, lorsqu'un élu détient plusieurs mandats au sein de cette commission, il ne peut siéger qu'au titre d'un seul mandat.

Dans ce cas, l'organe délibérant, dont il est issu, désigne son remplaçant pour le mandat au titre duquel il ne peut pas siéger.

En l'espèce Monsieur le Président de la CAD, est titulaire de deux mandats puisqu'il est à la fois Président de la CAD (article L751-2 1° b) et Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale en charge du Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) (Article L751-2 1° c).

Par application des textes susvisés, le Conseil Communautaire doit donc délibérer pour désigner le remplaçant de Monsieur le Président de la CAD au titre du mandat pour lequel il ne peut pas siéger à savoir en tant que Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale en charge du Schéma de Cohérence Territoriale.

En conséquence il est demandé au Conseil d'agglomération de bien vouloir :

- désigner Monsieur Hugues MARTIN, remplaçant de Monsieur Olivier AUDIBERT TROIN au titre du mandat de Président de l'EPCI en charge du Schéma de Cohérence Territoriale (Article L751-2 1°c du Code du Commerce).

Le Conseil d'agglomération, après en avoir délibéré, par 58 voix pour  
3 abstention(s) :

Franck AMBROSINO, Thierry RUDNIK, Valéria VECCHIO  
décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le jeudi 25 juin 2015



Olivier AUDIBERT-TROIN

Président  
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de l'autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois vaut rejet.